

Conseil national du 4 juin 2005

Discours de Bernard Poignant

Je commencerai par lui dire, lui rappeler la phrase de Victor Hugo : l'Europe ne peut pas être tranquille quand la France n'est pas contente. Ça, au moins, c'est vrai.

Je remercie les députés européens qui sont venus avec nous mener débat.

Comme certains d'entre nous avons été, dont moi-même, en Espagne, comme d'autres, moins nombreux, pour des raisons linguistiques, aux Pays-Bas, comme d'autres iront dans tous les pays où il y a référendum, car il ne faut pas oublier que tous ensemble, nous sommes certes citoyens français, mais aussi citoyens européens, pas par le traité, par celui de Maastricht que nous avons, je le rappelle, approuvé par référendum.

Je leur dirai aussi qu'il faut approuver, et si possible réaliser la proposition de François Hollande, d'une convention socialiste européenne, mais d'y aller avec un esprit de compromis, car je n'aime pas le mot, nous l'avons employé dans un conseil national, il y a plus d'un an, d'exigence. Il faut avoir des attentes, avoir des propositions, mais quand on va discuter avec les autres, nous avons aussi le devoir de les écouter. Nous avons aussi le devoir de prendre en compte une partie au moins de leurs propositions.

Ce n'est pas la France, et encore moins le seul Parti socialiste, qui va imposer une renégociation à lui tout seul. Tant mieux s'il y en a une, mais au moins, acceptons le point de vue des autres.

En même temps, dans le groupe socialiste et dans la délégation, je ne le dis pas pour les socialistes du oui ou du non, ou plutôt je le dis pour les deux, nous avons ensemble, oui ou non, à contribuer, à redresser une certaine image de la France dans notre groupe et chez les autres parlementaires, car elle est, depuis plusieurs mois, écornée. Oui, elle est écornée. Je ne parle pas des socialistes, d'autres que les socialistes, qu'ils soient oui ou qu'ils soient non, l'ont écornée.

Et vu de loin, oh, ce n'est pas le conseil national du Parti socialiste qui va être retenu, vu d'Estonie, de Roumanie ou du Portugal, non, c'est le point de vue de la France. Et celui-là, nous en sommes oui ou non ensemble, comptables, car à leurs yeux et aux yeux de ces peuples, nous restons la patrie des droits de l'Homme, de la terre d'asile, de la Déclaration des droits de l'Homme, de la Révolution.

Et il y a eu dans certains non français, je ne parle pas des socialistes, des mots qu'ils ont lus et qu'ils ont entendus. Et là, au moins, soyons d'accord qu'ensemble, nous soyons comptables de l'image au moins de la France.

Dernier mot, nous allons être affaiblis dans la délégation française, car nous avons souvent utilisé un certain nombre de leviers figurant dans le traité. Par exemple, nous avons utilisé un certain nombre de phrases et de mots pour dégager Butiglione*.

Nous nous sommes toujours appuyés sur le traité par anticipation pour avoir une directive cadre sur les services publics. Nous avons toujours utilisé le traité par anticipation pour au moins changer la double directive, services et temps de travail. Sachez-là, je vous le dis en toute honnêteté, nous allons être privés, momentanément, je l'espère, de cet outil, que nous avons su, jusqu'à présent, largement utilisé. Merci.